

La CA académique du Snes se tient dans le contexte politique profondément délétère :

- multiplication des affaires qui contribuent à jeter la suspicion sur tous les hommes politiques
- spectacle inquiétant de dirigeants qui trahissent leur parole et leurs engagements, qui attaquent violemment les institutions.
- surenchère de propositions et attaques contre les services publics et la protection sociale.

Notre rôle n'est sans doute pas de prendre parti pour tel ou tel candidat mais de porter dans le débat public, non seulement les revendications et projets que nous défendons pour nos métiers et le service public d'éducation, mais aussi notre attachement aux valeurs démocratiques, à la laïcité, à la justice sociale. Dans ce climat, le sondage qui pointe 7 à 8% d'intention de vote FN chez les enseignants du second degré, constate une forme de stabilité, qui, si elle n'est pas glorieuse, montre néanmoins le rempart que peuvent constituer nos valeurs.

La CA académique condamne avec force les récentes menaces de Marine Le Pen contre les fonctionnaires, qu'elle accuse d'utiliser des méthodes illégales (sous-entendu : pour l'empêcher d'arriver au pouvoir). En s'en prenant de la sorte aux agents publics dont le statut est la garantie de l'indépendance de la fonction publique et de son attachement à l'application de la loi, la candidate du Front National montre le vrai visage d'un parti qui ne s'inscrit définitivement pas dans le cadre démocratique. Nous devons débattre et argumenter avec des partis politiques, y compris lorsqu'ils portent des projets dont nous dénonçons la dangerosité économique, sociale ou éducative, tant que ce débat s'inscrit dans le cadre démocratique. La CA académique de Grenoble dit son accord avec la stratégie mise en débat dans le dernier bureau national.

Nous réaffirmons que c'est en jouant tout son rôle sur le terrain des luttes sociales que le mouvement syndical participe à la défense et au renforcement de la démocratie. Pour être audible et efficace, l'intervention du SNES-FSU dans le débat public doit avant tout prendre la forme de propositions. L'enjeu principal est de faire connaître nos revendications pour le second degré, pour la scolarité pour tou-tes jusqu'à 18 ans, pour son unité qui est une condition de sa démocratisation.

Faire face à la crise de recrutement nécessite d'amplifier la revalorisation qui doit être significative pour les débuts de carrière, et d'améliorer de façon substantielle les contenus et les modalités de la formation initiale, et continue. Cela implique aussi de redonner à chaque collègue des perspectives d'amélioration de ses conditions de travail. Les effectifs des classes doivent diminuer et les heures en groupes réduits augmenter, et faire l'objet d'une définition et d'un financement clairs au niveau national. La CA académique appelle à poursuivre la résistance à la réforme calamiteuse du collège, imposée de force à la profession. Le temps de travail des enseignant-es a connu une nette augmentation ces dernières années, en raison notamment de l'inflation de tâches périphériques et administratives de toutes sortes. Ces objectifs seront d'autant mieux atteints que nous mettrons tout en œuvre pour renforcer notre outil syndical en intensifiant la campagne de syndicalisation. C'est bien un syndicalisme d'adhérent-es que nous portons, et pas d'appareil.

Par ailleurs, la préparation de la rentrée 2017 s'avère très difficile: les dotations horaires allouées aux établissements ont montré les limites de la priorité accordée à l'Education par l'actuel gouvernement. Les créations académiques de 225 postes d'enseignants et 13 de CPE sont insuffisantes au regard des suppressions du quinquennat précédent et de la hausse démographique. En collège comme en lycée, si la résignation des collègues n'a pas permis un rejet massif contre les DGH, en revanche la colère sourde des personnels s'est traduite par le vote de nombreuses motions contre les effectifs surchargés et la dégradation des conditions de travail engendrée par la poursuite de la réforme du collège et le maintien de celle du lycée générateurs de souffrance au travail.

Le SNES-FSU doit continuer son travail de fond pour pérenniser la résistance et pour faire surgir des alternatives au modèle éducatif libéral qui se met progressivement en place.

Il renouvelle donc son appel :

- **à rejeter la réforme du collège**
- **à renoncer à la mise en place du LSUN**
- **à ne pas remplir les rubriques du LSUN directement liées à Collège2016,**
- **à refuser les réunions inutiles (conseils Ecole-collège notamment)**
- **à prendre toutes les initiatives locales pour éviter les dérives et dégradations des conditions de travail.**

Il invite les personnels à se saisir des fiches mises à disposition par les CHSCT pour consigner manquements et abus de notre Administration.

La CA académique de Grenoble appelle l'ensemble des collègues à résister à la vague libérale, à être partie prenante des actions à l'appel du Snes et de la FSU (19 mars contre les violences policières, les discriminations et le racisme, le 30 mars en faveur des retraités...) Elle demande à la CA nationale de prendre toute sa place dans les campagnes électorales pour porter notre projet éducatif d'un second degré démocratisé et émancipateur, et de transformation sociale.

Vote : 22 unanimité